

Confiance à l'égard des institutions

On parle de cohésion de la société lorsque les citoyens font confiance aux institutions nationales et sont convaincus que les institutions économiques et sociales sont à l'abri de la corruption. Les questions relatives à la confiance et à la corruption sont étroitement liées au degré de confiance dans l'ensemble de la société.

La confiance envers le gouvernement national est généralement élevée au Luxembourg, en Norvège, en Suède et en Suisse, mais faible en Grèce, au Japon et en République tchèque. Il existe des différences importantes d'un pays à l'autre (graphique 7.7.A).

Dans la majorité des pays de l'OCDE, la confiance à l'égard des gouvernements nationaux a été ébranlée entre 2007 et 2012 (graphique 7.8.B). Cette érosion de la confiance était particulièrement marquée en Grèce, en Irlande, au Portugal et en Slovaquie, qui sont tous des pays ayant beaucoup souffert de la crise. À l'inverse, on observe un net raffermissement de la confiance dans d'autres pays, notamment en Israël, en République slovaque et en Suisse.

Les jeunes ont tendance à accorder davantage de confiance aux gouvernements nationaux que l'ensemble de la population, et leur confiance ne s'est pas autant détériorée entre 2007 et 2012. Cela pourrait s'expliquer par un engagement politique plus faible, mais aussi par le fait que les jeunes sont plus confiants en l'avenir.

La crise économique de 2008 était étroitement liée à la crise du secteur financier. **Dans la majorité des pays de l'OCDE, la confiance à l'égard des institutions financières s'est effritée entre 2007 et 2012 (graphique 7.8).** L'érosion de la confiance la plus marquée a été observée en Belgique, en Espagne, aux États-Unis, en Irlande, aux Pays-Bas et au Portugal. Ce n'est qu'en Islande, au Japon et en Norvège que l'on observe une évolution positive.

La corruption peut permettre de déterminer la place qu'occupe le secteur informel dans l'économie et le degré de méfiance à l'égard de l'économie. **Les pays qui ont subi les contractions de PIB les plus importantes entre 2007 et 2012 sont également ceux où la corruption s'est renforcée (graphique 7.9).** L'aggravation de la corruption était particulièrement marquée dans des pays tels que l'Estonie, la Grèce, l'Irlande et le Portugal. Ces pays ont également affiché une baisse importante de la confiance à l'égard du gouvernement national. Une corruption moins importante a été observée en particulier en Allemagne, en Australie, au Japon et au Mexique.

Parmi les économies émergentes, la confiance à l'égard du gouvernement national s'est accrue au Brésil, en Fédération de Russie et en Indonésie, tandis qu'elle s'est effritée en Afrique du Sud et en Inde. Si la confiance envers les institutions financières en général a baissé dans les pays de l'OCDE, elle s'est néanmoins renforcée en Arabie Saoudite, en Argentine, en Fédération de Russie et en Indonésie.

Définition et mesure

Les données sur la confiance à l'égard des institutions sont issues du *Gallup World Poll*. Ce sondage est mené dans plus de 150 pays à travers le monde, sur la base d'un questionnaire commun traduit dans les langues dominantes de chaque pays. À quelques exceptions près, tous les échantillons sont probabilistes et représentatifs à l'échelle nationale de la population résidente âgée de 15 ans et plus dans l'ensemble du pays, y compris dans les zones rurales. Cette méthode assure un haut degré de comparabilité entre les pays, mais les résultats peuvent être affectés par des erreurs d'échantillonnage et de non-échantillonnage ou de variation dans les taux de réponse : ainsi, les données, notamment celles qui sont relatives aux jeunes, doivent être interprétées avec prudence. Les échantillons sont composés de 1 000 à 4 000 individus environ, selon les pays. Ces sondages probabilistes sont valables compte tenu d'une marge d'erreur statistique correspondant à un intervalle de confiance de 95 %. Cela signifie que si le sondage est mené 100 fois selon des procédures parfaitement identiques, la marge d'erreur inclurait la « valeur réelle » dans 95 cas sur 100. Pour un échantillon de 1 000 personnes, la marge d'erreur à 50 % est de ± 3 points de pourcentage. Étant donné que ces sondages reposent sur un échantillonnage en grappes, la marge d'erreur varie d'une question à l'autre.

Les données relatives à la confiance à l'égard des pouvoirs publics et des institutions financières sont issues des réponses aux questions mises au point par Gallup. Par exemple, « Dans ce pays, avez-vous confiance ou non dans les entités suivantes ? Le gouvernement national ? Les institutions financières ou les banques ? ». Les taux calculés ne tiennent pas compte des réponses « Ne sait pas » ou « Ne se prononce pas ».

L'indice de la corruption est élaboré à partir des réponses à la question de savoir si la corruption est ou non répandue au sein du secteur privé et des pouvoirs publics, et mesure la façon dont une communauté perçoit le niveau de corruption du secteur privé et des pouvoirs publics. L'index de la corruption Gallup présente une forte corrélation inverse avec l'indice de perception de la corruption de Transparency International, fondé sur un classement des pays de l'OCDE établi par des experts. Cela atteste de sa validité.

Pour en savoir plus

OCDE (2013a), *Government at a Glance 2013*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/gov_glance-2013-en.

OCDE (2013b), *Perspectives économiques de l'OCDE 2013*, n°93, mai 2013, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/data-00655-fr>.

Notes des graphiques

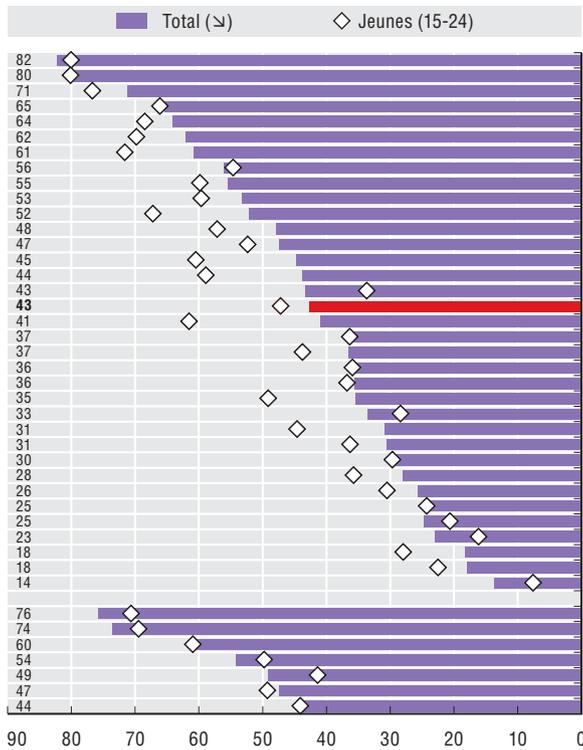
Graphique 7.7 : Pas de données disponibles pour la Chine concernant l'évolution dans le temps.

Graphique 7.9 : Pas de données disponibles pour la Slovaquie et la Suisse concernant l'évolution dans le temps.

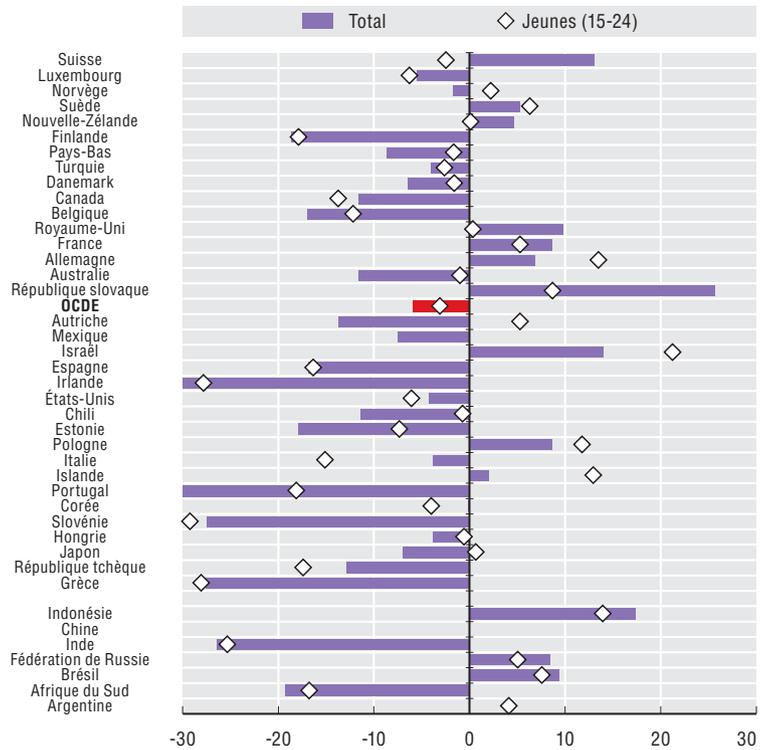
Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

7.7. Grandes disparités entre les pays et diminution générale du niveau de confiance à l'égard du gouvernement national pendant la crise

Partie A. Confiance à l'égard du gouvernement national, 2012 (%)

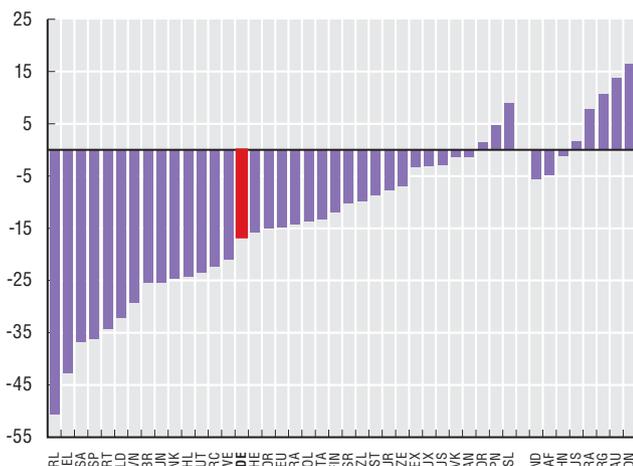


Partie B. Évolution entre 2007 et 2012, en points de pourcentage



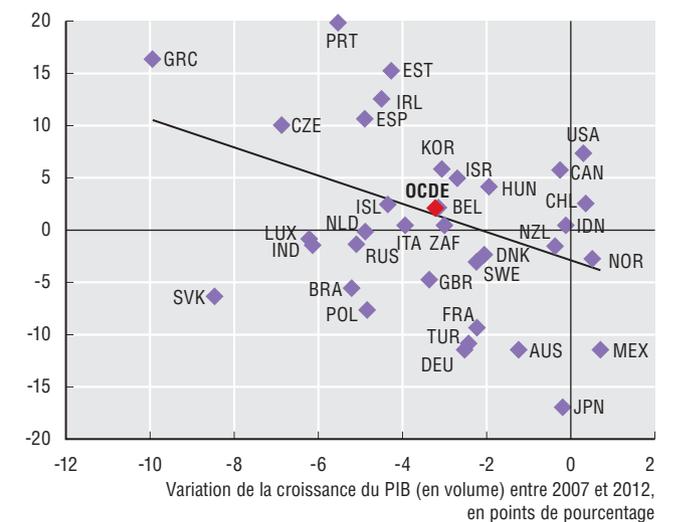
7.8. La confiance à l'égard des institutions financières a diminué

Évolution entre 2007 et 2012, en points de pourcentage



7.9. Les pays ayant subi les baisses du PIB les plus importantes de 2007 à 2012 font également partie de ceux où l'indice de corruption a augmenté

Variation de l'indice de corruption entre 2007 et 2012, en points de pourcentage



Source : Gallup World Poll (www.gallup.com) ; Perspectives économiques de l'OCDE 2013, n°93 (www.oecd.org/fr/eco/perspectives/).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932995023>



Extrait de :
Society at a Glance 2014
OECD Social Indicators

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/soc_glance-2014-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Confiance à l'égard des institutions », dans *Society at a Glance 2014 : OECD Social Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/soc_glance-2014-29-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.